

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Fin de la Manœuvre "Tropical Storm" : un succès pour les parties belge et gabonaise



Photo: F. M. MOMBO

Le secrétaire général par intérim du ministère de la Défense nationale remettant au commandant des Troupes royales belges, le colonel Frédéric Linotte, son attestation de reconnaissance.

F. M. MOMBO
Libreville/Gabon

DÉBUTÉE le 15 novembre dernier à travers plusieurs localités du pays, la 4e édition de la manœuvre militaire belgo-gabonaise, "Tropical Storm 21" ou Tempête tropicale s'est achevée lundi au 1er Régiment parachutiste gabonais (RPG) par la remise des brevets et autres distinctions militaires aux nombreux participants. C'était à la faveur d'une cérémonie présidée par le secrétaire général par intérim du ministère de la Défense nationale, le général de division Dieudonné Pongui. Y ont pris part, entre autres, le chef d'état-major particulier du chef de l'État, le général de corps d'armée Modeste Doctéré, le chef d'état-major général des Forces armées gabonaises (CMGFA), le général de division Yves Ditengou. Occasion pour ce dernier de rendre un vibrant hommage au chef de l'État, chef suprême des Forces de défense et de sécurité (FDS), Ali Bongo Ondimba, pour avoir validé cet exercice biennal qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des Forces de défense. Revêtant un enjeu sécuritaire que partagent les pays de la sous-région, "la lutte contre

le braconnage", thème de cette édition, demeure une préoccupation majeure à côté de celles liées à l'exploitation illicite des ressources naturelles, fauniques et halieutiques. "Sans parler de l'immigration clandestine transfrontalière induisant la circulation d'armes de guerre, légères et de petit calibre", a souligné le général Yves Ditengou. Le commandant des troupes du Régiment des opérations spéciales de l'Armée

royale belge, le colonel Frédéric Linotte, s'est, quant à lui, réjoui de l'étroite collaboration qui a permis aux deux armées d'échanger en savoir et savoir-faire. Cela dans plusieurs disciplines militaires. Toute chose qui justifie d'ailleurs la satisfaction du lieutenant colonel Arnaud Vanke Ngabou : "Nous pouvons dire sans risque de nous tromper que "Tropical Storm 21" a été un succès pour les deux parties".

L'ancien ministre Antoine Abiague Angoue sera inhumé vendredi

E. NDONG-ASSEKO
Libreville/Gabon

C'EST aujourd'hui que sera dite, en la cathédrale Sainte-Marie de Libreville, une messe corps présent d'Antoine Abiague Angoue. Premier secrétaire général de l'Assemblée nationale, ancien membre du gouvernement, plusieurs fois gouverneur de province et ancien sénateur du département du Woleu, il est décédé le 23 novembre 2021 à l'Hôpital d'instruction des armées d'Akanda.

Après son passage au Collège Bessieux, il fut admis à la prestigieuse École nationale de la France d'Outre-mer (Enfom). Etablissement qui formait les cadres de l'administration coloniale (administrateurs, inspecteurs du travail et magistrats). Il fit de nombreux stages dont l'un à l'Institut d'administration de Paris où il eut pour collègue de classe un certain Valéry Giscard d'Estaing. Rentré au Gabon au lendemain de l'Indépendance, et bardé du statut d'administrateur civil en chef, il fut nommé secrétaire général de l'Assemblée nationale. Poste qu'il occupa pendant de longues années avant d'être promu inspecteur général des Affaires administratives. Dans les années 80, il est gouverneur de la province de la Nyanga



Photo: Antoine ESSONNE NDONGI / L'Union

L'heure du dernier adieu pour l'ancien ministre Antoine Abiague Angoué.

pour la première fois, avant de faire son entrée au gouvernement en qualité de ministre du Contrôle d'Etat. Après cette expérience gouvernementale, il retrouvera, pour la deuxième fois, son poste de gouverneur de la Nyanga. Et quelques années après, gouverneur de la province de l'Ogooué-Maritime. Devenu un véritable chaudron lors des événements de 1993, Port-Gentil lui doit d'avoir fait régner l'ordre en maîtrisant une situation explosive. Et c'est à ce poste qu'il fit valoir ses droits à la retraite. En 2011, il est élu sénateur au siège unique du département du Woleu (Woleu-Ntem). Antoine Abiague Angoue était un fervent catholique. Il sera inhumé ce vendredi 17 décembre prochain dans son village de Mbounaneville, dans le canton Ellelem.

Tribune des partis politiques

Faux suspense !

JUSQU'ICI, Alexandre Barro Chambrier (ABC), président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), ne se prononce pas explicitement sur sa candidature à la prochaine présidentielle. Toutefois, les observateurs et autres analystes du landerneau politique voient clair dans son modus operandi. La tête de file du RPM est bien consciente que tout parti aspire à accéder au pouvoir. Une ambition passant inéluctablement par la participation aux différents scrutins. D'où sa récente sortie dans la commune d'Owendo.

Là-bas, ABC a procédé à l'installation des structures de base, tout en entretenant ses "ouailles" sur sa volonté inébranlable de mettre un terme à l'hégémonie du Parti démocratique gabonais (PDG) au pouvoir depuis près de cinq décennies. Non sans manquer de tirer à boulets rouges sur les gouvernants actuels.

Le leader du RPM a d'ailleurs dévoilé de façon sibylline l'objectif recherché à travers lesdites implantations, à savoir le maillage du territoire national par son écurie politique. Point besoin d'être démiurge pour comprendre que le RPM n'envisage pas un seul instant de ne

plus siéger dans les chambres du Parlement, particulièrement à l'Assemblée nationale où il dispose d'un groupe parlementaire.

C'est dire qu'ABC et les siens présenteront des candidats aux prochaines élections générales. Ou tout au moins aux législatives et locales. C'est ainsi qu'il faut comprendre le maillage tant souhaité. Et pourquoi boudier son plaisir quand on sait que la Loi fondamentale lui permet de se présenter à l'élection présidentielle ? Sauf erreur, ABC briguera le scrutin présidentiel.

Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler d'une part sa dernière tournée à l'intérieur du pays où il a plus ou moins préparé les esprits à cette éventualité ; et d'autre part son appel du pied en direction de Paulette Missambo, nouvelle présidente de l'Union nationale (UN), relatif à d'éventuelles coalitions.

Aura-t-il cependant le soutien des autres ténors de l'opposition autour de sa candidature comme cela fut le cas avec Jean Ping en 2016 ?

Yannick Franz IGOHO